



# LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 46 – Semaines du 19 décembre 2022 au 13 janvier 2023

## SOMMAIRE

**FOCUS** : Les politiques fédérales du Brésil pour la protection de la biodiversité

### Environnement & Climat

- ❖ Le Brésil moteur pour l'adoption du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal.
- ❖ Marina Silva est nommée Ministre de l'Environnement et du Changement climatique.
- ❖ Lula, appuyé par les gouvernements norvégien et allemand, acte le déblocage du Fonds Amazonie.

### Énergie

- ❖ La BNDES finance des projets de production d'énergies renouvelables.
- ❖ Le Brésil pourrait rester en marge de la course aux biocarburants de nouvelle génération.
- ❖ Le Brésil attire les fonds d'investissements dans la course aux minéraux critiques pour la transition énergétique.

### Infrastructures & Transports

- ❖ Le métro de Belo Horizonte est mis en concession, en enchère unique.
- ❖ Le gouvernement Lula scinde le Ministère des Infrastructures en deux entités.

### Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ Aega remporte l'enchère pour la privatisation de la CORSAN.
- ❖ Une étude estime les besoins d'investissements du secteur des déchets solides à 29 Mds BRL d'ici 2040.

### Et Aussi

- ❖ Le MME annonce la création d'un Secrétariat National de la Transition Énergétique.
- ❖ Saint-Gobain rachète Matchem et consolide son orientation vers la construction durable.

### Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ Les Nations unies saluent le Pacte trinational pour la restauration de la Mâta Atlantica.
- ❖ Entre août 2021 et juillet 2022, la déforestation dans le Cerrado a connu son niveau le plus élevé en 7 ans.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –



## FOCUS

# Les politiques fédérales du Brésil pour la protection de la biodiversité

Couvert à 66% par la végétation native, le territoire brésilien (8,5 M km<sup>2</sup>) abrite **15 à 20% de la biodiversité mondiale** au sein de **3 grands écosystèmes marins et 6 biomes terrestres** : Amazônia, Cerrado, Mata Atlântica, Caatinga, Pampa et Pantanal.

**Entre 1985 et 2021, le Brésil a vu disparaître 13% de sa couverture végétale native**, soit 84,7 M ha, avec une tendance particulièrement importante de la déforestation en Amazonie et dans le Cerrado. Le Brésil dispose pourtant d'un cadre plaçant **49,8% de son territoire terrestre sous un régime de protection**. Dès 2000, le pays a instauré des **unités de conservation (UC)**, zones protégées publiques du territoire brésilien. Les 334 UC fédérales – divisées en deux groupes : « protection intégrale » et « utilisation soutenable » – couvrent 1,7 M km<sup>2</sup>, soit près de 20% du territoire brésilien. Au-delà des UC, des **terres indigènes** et des **zones protégées privées**, le Code Forestier brésilien de 2012 impose des « **réserves légales** », soient les surfaces où la déforestation est interdite à l'intérieur des propriétés privées (à hauteur de 80% en Amazonie, 35% dans le Cerrado et 20% dans le reste du territoire).

Ce cadre réglementaire rigoureux demeure toutefois difficile à mettre en œuvre et contrôler : **moins de 1% des zones déboisées illégalement font l'objet d'une amende ou d'un empêchement** de la part de l'Etat. **Le Brésil a toutefois déjà démontré ses capacités à lutter contre la déforestation** (-83% entre 2004 et 2012), par un suivi détaillé, une action répressive coordonnée, un droit exigeant, un accompagnement des petits agriculteurs

et un appui à des projets de développement économique durable.

Au-delà des enjeux de déforestation, **différents programmes ciblent la protection des espèces**. Le Ministère de l'Environnement coordonne et soutient les actions menées par le Jardin botanique de Rio de Janeiro et l'Institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité (ICMbio) afin de **caractériser les espèces animales et végétales natives, évaluer et surveiller leur état, et ainsi guider les politiques** de protection et de gestion des espèces. De plus, la loi 13123 de 2015 a mis en place le **système national de gestion du patrimoine génétique et des connaissances traditionnelles (SisGen)** et une **stratégie nationale pour les espèces exotiques envahissantes** a été mise en place pour la période 2018-2030. Par ailleurs, le pays développe, via le projet Pró-Espécies mis en œuvre par le Fonds brésilien pour la biodiversité (Funbio) et opéré par le WWF-Brésil, sa **stratégie nationale pour la conservation des espèces menacées**, notamment pour 290 espèces en danger critique d'extinction.

Enfin, la **protection des espèces menacées par le commerce international** est un enjeu mobilisant l'administration brésilienne, en particulier lors de la 19<sup>ème</sup> session de la Conférence des Parties de la CITES. Le Brésil a été à l'origine de propositions visant à protéger la biodiversité et en particulier les espèces suivantes : raies d'eau douce, poissons-zèbres, caïman à ventre jaune, jaguars et le Pau-brasil ; le pays s'est également **engagé à accueillir en 2023 une réunion dédiée au développement de la collaboration transfrontalière et régionale afin de protéger les populations de jaguars**.



## Environnement & Climat

### Le Brésil moteur pour l'adoption du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal

Dans le cadre de la COP15, le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal a été adopté par plus de 195 Etats le 19 décembre 2022. Cet accord prévoit 4 objectifs de long terme et 23 cibles chiffrées d'ici 2030, parmi lesquels l'**accord phare « 30/30 »**. Celui-ci fixe un objectif de **protection de 30% des terres, eaux intérieures, zones côtières et océans de la planète d'ici 2030** (actuellement, au niveau mondial, 17% des terres et 8% des mers sont protégées). Est également prévue la **mobilisation annuelle de 200 Mds USD (financement public et privé)** pour soutenir les pays en développement – dont une aide de la part des pays développés de 25 Mds USD par an d'ici 2025 et 30 Mds USD par an d'ici 2030. Concernant le **secteur privé**, il a été acté que les grands groupes, multinationales et institutions financières doivent désormais **surveiller, analyser et publier de façon transparente les risques, dépendances et impacts de leur activité vis-à-vis de la biodiversité**. Le Brésil s'est montré particulièrement moteur dans les négociations à la COP15, et a notamment été élu **président du bloc des pays « mégadivers »**, qui intègre 18 pays en développement représentant 70% de la biodiversité mondiale. (Articles [ici](#) et [ici](#))

### Marina Silva est nommée Ministre de l'Environnement et du Changement climatique

Le 29 décembre 2022, Mme Marina Silva a été nommée Ministre de l'Environnement et du Changement climatique par le Président-élu Lula. Représentante de l'Etat d'Acre dès 1990 et sénatrice de la République dès 1994, **elle a déjà occupé le poste de Ministre de l'Environnement sous deux gouvernements Lula, entre 2003 et 2008**.

Fondatrice du Parti de la durabilité (*Rede Sustentabilidade*) en 2015, **elle se rallie à Lula lors de l'élection présidentielle de 2022** – lui faisant endosser une lettre d'engagements environnementaux – et coordonne le groupe technique dédié à l'environnement au sein de l'équipe de transition gouvernementale.

De nouveau à la tête du Ministère (désormais Ministère de l'Environnement et du Changement climatique), **Marina Silva fait de la lutte contre la déforestation – en particulier en Amazonie – et de la neutralité climatique du Brésil d'ici 2050 ses priorités**. Le Ministère sera composé de **6 secrétariats exécutifs**, dont un nouveau Secrétariat extraordinaire pour la lutte contre la déforestation et l'aménagement du territoire. Par ailleurs, le Ministère devrait abriter l'**Autorité nationale pour la sécurité climatique**, dont la création est annoncée pour le printemps 2023, mais également l'**Agence nationale de l'eau et l'assainissement (ANA)** et le **Service brésilien des forêts (SFB)**, qui dépendaient sous l'administration précédente d'autres ministères.

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023, jour de son investiture, le **Président Lula a signé plusieurs décrets en matière environnementale : mise en place d'une Commission interministérielle pour la prévention et le contrôle de la déforestation, restauration des plans de prévention de la déforestation en Amazonie, dans le Cerrado et d'autres biomes (PPCDAm, PPCerrado), du Fonds National pour l'Environnement (FNMA) et du Fonds Amazonie**, ainsi que mise à jour des procédures pour **renforcer l'application des amendes environnementales**. Le Président a également signé un **décret supprimant le Programme d'appui au développement de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle**, qui causait des impacts environnementaux et sanitaires significatifs en Amazonie. (Articles [ici](#) et [ici](#))

## Lula, appuyé par les gouvernements norvégien et allemand, acte le déblocage du Fonds Amazonie

Le Fonds Amazonie a été créé en 2008 afin de financer des actions de **gestion durable de l'Amazonie légale**, de prévention et de lutte contre la déforestation. Dès le 1<sup>er</sup> janvier, jour de son investiture, **le Président Lula a signé une mesure réglementaire visant à rétablir la composition originale des instances de gouvernance du Fonds Amazonie**, dont la modification par décret en 2019 avait entraîné un gel du fonds par ses principaux donateurs, les gouvernements norvégien (93,8%) et

allemand (5,7%). Alors que **le Président allemand Frank-Walter Steinmeier a annoncé le déblocage immédiat des 35 M EUR de contribution allemande** au fonds dès le 1<sup>er</sup> janvier, **le gouvernement norvégien a confirmé** et amplifié cette annonce en indiquant le 3 janvier **la possibilité de mobiliser à nouveau la totalité des ressources** dont le Fonds Amazonie est doté – soit 3,4 Mds BRL (591 M EUR), dont 1,6 Md BRL (278 M EUR) pour des projets. **Le Royaume-Uni a par ailleurs fait part de son intérêt pour contribuer au Fonds Amazonie**, indiquant dialoguer avec la Norvège et l'Allemagne sur ce sujet. (Articles [ici](#) et [ici](#))



## La BNDES finance des projets de production d'énergies renouvelables

La Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) a récemment approuvé le **financement de 3,5 Mds BRL (630 M EUR) de projets de production d'énergies renouvelables** à partir de sources éolienne et solaire.

Le premier projet financé par la BNDES est porté par l'entreprise **Atlas Renewable Energy** (qui fait partie du fonds d'investissement américain Global Infrastructure Partners). L'entreprise a obtenu un **crédit de 1,1 Mds BRL (196 M EUR)** pour construire **le parc solaire Boa Sorte (Minas Gerais)**. Ce projet de **320 M USD** est développé par une joint-venture avec la norvégienne Hydro Rein et la brésilienne Albras. La centrale aura une capacité installée de 438 MW et sera dédiée à la demande de l'entreprise de production d'aluminium Albras. La BNDES a également accordé un crédit de **900 M BRL (162 M EUR)** au groupe argentin **Pan American Energy** pour la construction de 10 centrales éoliennes (423 MW au total) dans le **Complexe éolien Novo Horizonte (Bahia)**. Enfin, la BNDES financera la construction par **Engie Brasil** du **parc éolien Serra**

**do Assuruá (Bahia)** à hauteur de **1,5 Md BRL (272 M EUR)**. Ce parc aura quant à lui une capacité installée de 846 MW.

**Les différents projets, qui totalisent une capacité installée de 1,7 GW, devraient entrer en opération commerciale au cours de l'année 2024.** (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

## Le Brésil pourrait rester en marge de la course aux biocarburants de nouvelle génération

**Le Brésil est aujourd'hui le 2<sup>ème</sup> producteur et consommateur mondial de biocarburants** (derrière les Etats-Unis). Pourtant le pays pourrait perdre sa position de leader, en prenant notamment du **retard dans la production de biokérosène pour l'aviation (SAF) ou de diesel vert (HVO)**. Tandis que les Etats-Unis et l'Union européenne mettent en place des politiques publiques pour favoriser le marché du biokérosène (avec l'« *Inflation Reduction Act* » aux Etats-Unis qui incite à la production d'énergies renouvelables, et l'initiative « *ReFuelEU Aviation* » dans l'Union européenne), et que la Chine, le Japon et Singapour multiplient les investissements dans la

production de SAF, le Brésil semble **manquer de politiques incitatives** dans ce domaine. Le pays présente aujourd'hui un unique investissement dans le secteur : la **construction d'une centrale de production de SAF et d'HVO dans l'Etat de Roraima** (Nord), annoncée par l'entreprise **Brasil BioFuels (BBF)** et qui devrait entrer en opération en 2025 ou 2026.

Selon les projections de l'Agence Internationale de l'Energie (IEA), **en 2027 les Etats-Unis devraient produire entre 50% et 60% du SAF mondial, l'Asie 27% et l'Europe près de 20%. Dans le cas du diesel vert, l'IAE prévoit que le Brésil sera responsable de seulement 2% de l'offre mondiale en 2027.** (Article [ici](#))

### Le Brésil attire les fonds d'investissements dans la course aux minéraux critiques pour la transition énergétique

Grâce à ses caractéristiques géologiques, sa main d'œuvre disponible et sa réglementation socio-environnementale sérieuse, mais moins

contraignante qu'au Canada ou en Australie, **le Brésil se place au centre de la stratégie de différents groupes d'investisseurs dans l'exploration de métaux critiques** pour la transition énergétique. Le **fonds d'investissement britannique Appian Capital**, spécialisé dans les minerais utilisés dans les batteries électriques et les panneaux solaires, a investi, depuis 2018, 1,5 Md BRL (267 M EUR) dans des infrastructures et l'exploration de **deux mines déjà en activité : Atlantique Nickel (ATN)**, qui produit du sulfure de nickel dans le sud de l'Etat de Bahia et **Mineração Vale Verde (MVV)**, qui produit du cuivre dans l'Agreste de l'Alagoas. Les deux sites mettent par ailleurs en œuvre des **projets de reforestation**, comptant plus de 120 hectares régénérés avec la plantation de 220 000 espèces primaires. Appian Capital développe également une **mine de graphite au sud de Bahia**, en partenariat avec la **société américaine Graphcoa**. De son côté, la **canadienne Sigma Lithium** a déjà investi 1,2 Md BRL (214 M EUR) dans l'**exploration de lithium dans la vallée de Jequitinhonha**, dans le Nord du Minas Gerais. (Article [ici](#))



## Infrastructures & Transports

### Le métro de Belo Horizonte est mis en concession, en enchère unique

Le 22 décembre, la **holding brésilienne Grupo Comporte** (propriétaire, entre autres, de la compagnie aérienne Gol) **a remporté les enchères pour la concession du métro de Belo Horizonte pour 25,7 M BRL (4,5 M EUR)**. Alors que le Secrétariat aux Infrastructures de l'Etat du Minas Gerais avait annoncé la participation probable de deux voire trois consortiums, l'offre du Grupo

Comporte a été la **seule reçue lors des enchères**. Outre l'exploitation du **réseau de métro**, le lauréat sera en charge de la revitalisation de la ligne 1 et de la création de la ligne 2 des **trains urbains**, via le pilotage de l'agence CBTU-MG (*Companhia Brasileira de Trens Urbanos – Minas Gerais*). **Des investissements de l'ordre de 3,7 Mds BRL (650 M EUR) sont prévus pour les 30 prochaines années**, durée prévue du contrat de concession. (Articles [ici](#) et [ici](#))

## Le gouvernement Lula scinde le Ministère des Infrastructures en deux entités

Analysée par l'équipe de transition gouvernementale, l'idée de scinder le Ministère des Infrastructures en deux entités a effectivement été mise en œuvre par le nouveau gouvernement Lula, qui compte 37 Ministères au total. **Le Ministère des Transports sera en charge des routes et des chemins de fer,**

**tandis que le Ministère des Ports et des Aéroports se concentrera sur les infrastructures portuaires et aéroportuaires.** L'ancien gouverneur et sénateur de l'Etat d'Alagoas **Renan Filho** a pris ses fonctions en tant que Ministre des Transports, tandis que **Márcio França**, ancien gouverneur de l'Etat de São Paulo, a été nommé Ministre des Ports et des Aéroports. (Articles [ici](#) et [ici](#))



## Eau, Assainissement, Déchets

### Aega remporte l'enchère pour la privatisation de la CORSAN

**Le consortium dirigé par l'entreprise brésilienne Aega a remporté le 20 décembre l'enchère de privatisation de la CORSAN** (*Companhia Riograndense de Saneamento*), société publique d'eau et d'assainissement de l'Etat du Rio Grande do Sul qui dessert 6 millions de personnes. **Seul soumissionnaire** lors des enchères, le consortium formé par Aega a fait une offre de **4,1 Mds BRL (720 M EUR)**. Il s'agit de la **première privatisation totale d'une société publique de distribution d'eau et d'assainissement au Brésil**. Aega, première entreprise d'eau et d'assainissement du Brésil, **investit déjà au sein d'un PPP** (partenariat public-privé) pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement **dans la zone métropolitaine de Porto Alegre**. (Article [ici](#))

### Une étude estime les besoins d'investissements du secteur des déchets solides à 29 Mds BRL d'ici 2040

Selon une étude de l'Abrelpe (Association brésilienne des entreprises de nettoyage public et de déchets spéciaux), **le secteur des déchets solides nécessitera des investissements de 28,9 Mds BRL (5 Mds EUR) d'ici 2040 afin d'atteindre les objectifs du Plan National des Déchets Solides (Planares)**, adopté en 2022. Celui-ci prévoit la **suppression des décharges d'ici 2024** (actuellement, 61% des déchets municipaux sont mis en décharge) et la **généralisation de nouvelles technologies de traitement**, notamment en vue de la récupération de la matière organique, du tri des matières recyclables et de la valorisation énergétique. Sur les besoins d'investissement de 28,9 Mds BRL (5 Mds EUR), l'Abrelpe estime que **7 Mds BRL (1,2 Md EUR) seront nécessaires d'ici 2028 pour le seul objectif de suppression des décharges**. (Article [ici](#))

## &+ Et Aussi

### Le MME annonce la création d'un Secrétariat National de la Transition Energétique

Le nouveau Ministre brésilien des Mines et de l'Energie (MME), Alexandre Silveira, a annoncé la

**création d'un Secrétariat National de la Transition Energétique** au sein de son ministère. Celui-ci sera « exclusivement consacré à la mise en place des politiques publiques nécessaires pour **faire du Brésil un leader mondial de l'énergie propre** », selon le

ministre. Le nouveau secrétariat inclut à la fois le secteur des **énergies renouvelables**, et le secteur des **mines et des métaux critiques** nécessaires pour la transition énergétique. (Article [ici](#))

### Saint-Gobain rachète Matchem et consolide son orientation vers la construction durable

Le producteur de matériaux de construction Saint-Gobain a annoncé le 4 janvier la finalisation du **rachat**

**de Matchem, entreprise brésilienne proposant des solutions et produits pour l'industrie du béton.** L'enjeu est de renforcer sa position dans la chimie du bâtiment, en particulier concernant les **adjuvants pour béton qui sont essentiels dans la décarbonation de la construction.** Cette opération s'inscrit dans le **plan « Grow & Impact »** du groupe, qui vise notamment une ouverture croissante aux marchés de la construction durable. (Article [ici](#))



## Amazonie & Biomes brésiliens

### Les Nations unies saluent le Pacte trinational pour la restauration de la Mâta Atlantica

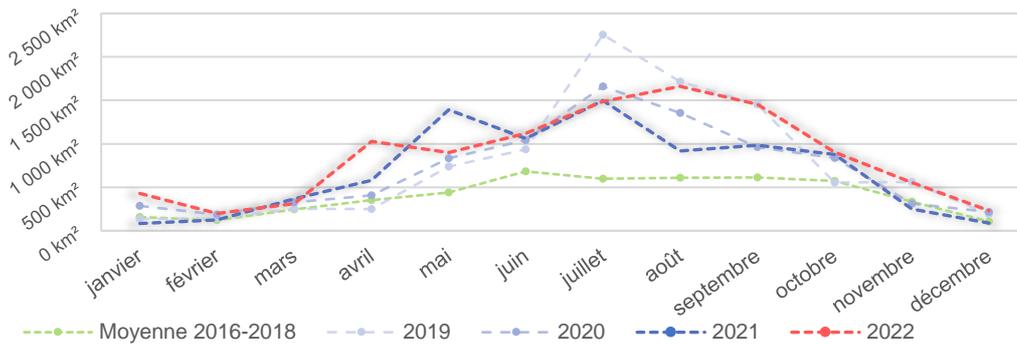
Dans le cadre de la COP15 sur la biodiversité et de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, **10 initiatives phares ont été reconnues par les Nations unies pour leur rôle dans la préservation de la biodiversité.** Parmi ces projets se trouve le **Pacte trinational pour la restauration de la Mâta Atlantica (Forêt Atlantique).** Celle-ci étant composée d'**espaces fragmentés entre le Brésil, le Paraguay et l'Argentine**, plus de 300 organisations internationales et locales contribuent, via le Pacte trinational, à des actions de protection et restauration forestière, de développement de systèmes agricoles à faibles émissions de gaz à effet de serre, de création de corridors fauniques pour les espèces menacées (jaguar, tamarin-lion doré), d'approvisionnement en eau et, de façon globale, d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. L'enjeu est également de favoriser la **création de « corridors verts » entre les espaces fragmentés des trois pays**, afin d'encourager la restauration de la Mâta Atlantica qui a déjà dépassé le seuil critique (30%) à partir duquel sa

biodiversité commence à s'effondrer. **700 000 hectares ont déjà été restaurés ; l'objectif est fixé à 1 million d'hectares en 2030, et à 15 millions d'hectares en 2050.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

### Entre août 2021 et juillet 2022, la déforestation dans le Cerrado a connu son niveau le plus élevé en 7 ans

Selon le système PRODES (Programme de surveillance de la déforestation par satellite), piloté par l'Institut National de la Recherche Spatiale (INPE), **la déforestation dans le biome du Cerrado a représenté 10 688 km<sup>2</sup> entre août 2021 et juillet 2022 – un chiffre en hausse de 25% par rapport à l'année précédente (8 531 km<sup>2</sup>), et proche de celui de la déforestation en Amazonie légale sur la même période (11 568 km<sup>2</sup>).** Il s'agit de la **troisième année consécutive d'augmentation** de la déforestation dans le Cerrado, une situation sans précédent dans la série historique de surveillance de l'INPE depuis 2000. **Les Etats les plus touchés sont le Maranhão (26%), le Tocantins (20%), la Bahia (13%), le Piauí (11%) et le Goiás (9%).** (Article [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du  
1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

**10 278** km<sup>2</sup>  
en 2022  
**+25%**  
Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX,

Rédacteurs :

Pour s'abonner :

Crédits photo :

Chef du Service Economique Régional de Brasília  
Mathieu RIVALLAIN, Clémence PIERRE,  
François-Xavier FLAMAND, Pauline MARC-TUDOR  
[mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr)  
[clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr](mailto:clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr)  
©marchello74